



Actualités Développement Durable Asie du Sud

Juillet 2017

Sommaire :

- Evènement : Bilan de la première année du Club Ville Durable / French Smart City Club
- Energie : Le « solar rooftop » en Inde
- Infrastructures : Etat des lieux des infrastructures en Asie du Sud
- Sri Lanka : Une stratégie nationale de gestion des ordures ménagères pour Sri Lanka

Evènements

Bilan de la première année du Club Ville Durable / French Smart City Club

La réunion organisée le 11 juillet dernier à l'ambassade de France a marqué la première année d'existence du Club Ville Durable. Ce dernier a en effet été lancé officiellement à New Delhi le 19 juillet 2016. Il rassemblait alors 47 entreprises, contre 70 entreprises membres à ce jour. Celles-ci sont implantées en Inde et exercent leurs activités dans le domaine du développement urbain : planification, transports, gestion des eaux et des déchets, mobilier urbain, sécurité, énergie, technologies de l'information et de la communication, bâtiment.

Depuis 2013, à l'initiative de cette ambassade, près de 25 délégations d'entreprises françaises ont été menées dans différents Etats fédérés indiens. Parmi celles-ci, on retiendra notamment une délégation de 22 entreprises à Chandigarh le 23 septembre 2016 et une seconde de 26 entreprises à Amaravati (Andhra Pradesh) le 30 novembre 2016. Les entreprises du Club ont également participé, en janvier 2017, à la délégation française conduite par le ministre des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault à l'occasion de l'évènement Vibrant Gujarat. Une délégation sur les transports urbains avait par ailleurs été organisée fin janvier à Hyderabad (Telangana) afin d'y présenter l'expertise française dans le domaine du tramway. Une délégation à Pondichéry, en février 2017, rassemblait 15 entreprises, en amont du dépôt dossier final de candidature de la ville auprès du ministère de développement urbain, dans le cadre de la mission *smart cities*. L'objet de cette délégation portait en particulier sur le financement des projets *smart city* de la ville. Les entreprises ont également été invitées à participer à la visite du ministre des Transports, M. Alain Vidalies, en avril 2017, notamment dans le cadre d'un atelier ferroviaire consacré à la semi-grande vitesse. Enfin, une délégation de 18 entreprises du Club a été conduite à Nagpur (Mahārāshtra) en juin 2017 ; elle a permis aux autorités de la ville de présenter l'avancement général de ses projets *smart city*. Un Club miroir a par ailleurs été organisé début décembre 2016 à Paris, où étaient invités des représentants des sièges des entreprises membres.

Energies renouvelables

Le « solar rooftop » en Inde

Le Premier ministre indien Narendra Modi a fait du développement de l'énergie solaire une de ses grandes priorités. L'Inde s'est ainsi engagée dans le cadre de la COP 21 à produire 175 GW à partir de sources d'énergie renouvelables d'ici 2022 : 100 GW de solaire, 60 d'éolien, 10 de biomasse et 5 d'hydraulique. Sur les 100 GW de solaire annoncés, le gouvernement entend atteindre l'objectif de 40 GW de capacités installées grâce à des systèmes solaires sur les toits (*rooftop solar*). Entre 2013 et 2016, l'Inde a multiplié ses capacités solaires en toiture par plus de 70, passant de 17 MW à 1250 MW fin 2016.

Un rapport publié en juillet 2017 par *Bridge to India*, cabinet indien réputé dans le secteur des ENR, montre que les principaux adeptes des installations photovoltaïques sur les toits en Inde sont les secteurs commercial et industriel. Ces systèmes permettent en effet de réduire jusqu'à 50% leur facture d'électricité. Le secteur public devrait également permettre d'accélérer le déploiement de ces installations dans les prochaines années ; le gouvernement envisage de généraliser l'installation de panneaux solaires sur tous les bâtiments publics (notamment les écoles). **Bridge to India prévoit ainsi une accélération du rythme de déploiement des panneaux solaires décentralisés dans le pays et envisage une capacité installée sur les toits de plus de 13 GW d'ici fin 2021.** Le rapport montre par ailleurs que l'ingénierie, l'approvisionnement et la gestion de la construction dans ce secteur constitue un marché très fragmenté, avec plus de 1000 entreprises enregistrées et 35 principaux acteurs comptant pour moins de 35% de la part de marché.

Infrastructures

Etat des lieux des infrastructures en Asie du Sud

Selon le *Global Competitiveness Index* établi par la Banque mondiale en 2016, le déficit d'infrastructures constitue en Asie du Sud le second plus grand frein aux affaires après les problèmes d'éthique, de corruption et de trafics d'influence. La couverture de la zone en termes d'infrastructures est relativement faible, tant d'un point de vue quantitatif que



qualitatif. A titre d'exemple 39% de la population y avait en 2013 accès à des sanitaires et 71% étaient reliés au réseau électrique selon la Banque mondiale. Dans une perspective qualitative, le réseau d'infrastructures manque de fiabilité. En 2013, 20% de l'électricité était perdue dans la transmission et la distribution en Inde, au Népal et au Pakistan; moins d'un quart des ménages avaient accès à l'électricité plus de quatre heures par jour dans l'Etat indien de l'Uttar Pradesh (200 millions d'habitants) et 5% plus de 20 heures par jour (étude ACCESS).

L'Asie du Sud se singularise néanmoins par **d'importantes disparités**, aussi bien entre pays qu'entre régions, **en matière de couverture des réseaux d'infrastructure**. Si l'Inde était, en 2016, classée 36^{ème} par la Banque mondiale (sur un échantillon de 160 pays) pour la performance de ses infrastructures à l'export, le Népal, le Bhoutan et l'Afghanistan n'atteignaient pas la 100^{ème} place, soit un niveau proche de ceux des pays d'Afrique sub-saharienne. Les inégalités spatiales sont aussi marquantes au sein des Etats dont les zones rurales présentent des taux de couverture largement inférieurs. **Les investissements consacrés aux infrastructures apparaissent, à cette aune, encore très en-deçà des besoins de la zone**, *a fortiori* avec le repli prolongé du cycle de l'investissement entamé depuis le début de la décennie. Selon l'OCDE, 4% du PIB de l'Asie du Sud devrait cette année y être alloué au secteur des infrastructures. Ces montants varient toutefois fortement d'un pays à l'autre : ils seraient compris entre 2 et 3% des PIB du Pakistan et du Népal, alors qu'ils dépasseraient 4% du PIB dans le reste de la zone et atteindraient jusqu'à 6,7% au Bhoutan.

Déchets

Une stratégie nationale de gestion des ordures ménagères pour Sri Lanka

A l'instar de nombreux pays en développement, Sri Lanka souffre d'une mauvaise gestion pour le traitement de ses ordures ménagères. Avec le développement économique du pays, les déchets se sont dangereusement accrus et accumulés ces dernières années sans réelle prise en charge par les autorités locales : seuls 15% des déchets sont aujourd'hui traités de manière systématique. En avril dernier, le tragique décès de trente personnes suite à l'effondrement d'une pile de déchets stockés dans la décharge de Meethotamulla – banlieue de Colombo – a contraint les autorités à réagir au regard de la gravité de la situation. L'annonce du projet de construction d'une nouvelle déchetterie en banlieue n'a pas suffi à tarir le mécontentement : 75% de la population sondée en juillet par le magazine LMD estime que la gestion des déchets est un problème récurrent qui n'a pas encore fait l'objet de mesures efficaces de la part du gouvernement. Face à l'exaspération croissante des usagers et aux très nombreux problèmes sanitaires induits, le Ministère des conseils provinciaux vient de lancer une campagne pour le développement d'une stratégie nationale de gestion des déchets. Le gouvernement a déjà obtenu le soutien de la Banque mondiale qui a alloué un prêt de 50 MUSD pour accompagner ce programme national. Le ministère a octroyé 34 MUSD aux autorités locales pour améliorer la prise en charge des ordures et adopter diverses mesures pour l'établissement de centres de contrôle des déchets dans chaque district. Par ailleurs, les 335 autorités locales disposent de maigres ressources en infrastructures avec seulement 162 centres de recyclage, dont 132 en état de fonctionnement. Le gouvernement coréen s'est également engagé à hauteur de 10,8 MUSD pour l'achat de 190 compacteurs, un montant qui s'ajoute aux 6,5 MUSD du gouvernement pour l'achat de 100 machines supplémentaires. Ces mesures de court terme restent toutefois nettement insuffisantes et les autorités entendent pouvoir octroyer des concessions à des investisseurs sous forme de partenariats public-privé.

Agenda Passé

- Rencontre entre M. Emmanuel Macron et M. Narendra Modi à Paris (3 juin)
- Rencontres avec les discoms (sociétés de distribution d'électricité) indiennes, organisées par Business France avec Think Smart Grid (8 juin)
- Inauguration du métro de Kochi (17 juin)
- Inauguration du métro de Bangalore (17 juin)
- Délégation smart city conduite par M. Paul Hermelin à Nagpur (22 juin)
- Réunion du French Smart City Club à Delhi (11 juillet)
- Conférence ministérielle de la Coalition Internationale des Deltas à Dhaka, Bangladesh (28-29 juillet)
- Conférence SGNU sur l'eau à Dhaka, Bangladesh (29-30 juillet)

A venir

- Business Climate Summit organisé par la FICCI à Delhi (31 août - 1^{er} septembre)
- FICCI Smart Cities Summit à Delhi (20-21 septembre)
- Délégation du MEDEF en Inde (25-28 septembre)
- Délégation du Club Smart City à Pondichéry conduite par l'Ambassadeur (9 octobre)
- Conférence internationale sur les transports urbains co-organisée par CODATU à Hyderabad, Telangana (4-6 novembre)
- World Road Meeting organisé par la International Road Federation à Delhi (14-17 novembre)
- Visite du Président de la République en Inde (fin 2017)

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur: Service Économique Régional 2/50 E Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi 110 021, INDE

Version originelle du 3 août 2017

Rédigée par (par ordre alphabétique) : Anaïs BOITIERE, Philomène CHAGNIOT, Fanny HERVE, Mathilde PERROT, Patrick PILLON, Hugues REYDET, Clément ROUCHOUSE, Blanche VARLET